

F. 91 — 1544

**30 MAI 1991. — Arrêté ministériel relatif au rapport annuel d'activités des entreprises de gardiennage et des entreprises de sécurité**

Le Ministre de l'Intérieur,

Vu la loi du 10 avril 1990 sur les entreprises de gardiennage, sur les entreprises de sécurité et sur les services internes de gardiennage, notamment l'article 14, alinéa 1er;

Vu l'avis du Conseil d'Etat,

Arrête :

**Article 1er.** Le rapport annuel d'activités des entreprises de gardiennage et des entreprises de sécurité doit contenir les informations mentionnées à l'annexe du présent arrêté.

Une copie des actes éventuels qui y figurent doit être envoyée avec le rapport d'activités.

**Art. 2.** Les informations visées aux rubriques I, III et V de l'annexe se rapportent à une année civile complète, sauf les informations financières concernant le compte annuel, le compte de pertes et profits et le bilan qui portent sur une année comptable. Pour les entreprises qui ont obtenu pour la première fois une autorisation ou un agrément, les informations se rapportent à la partie de l'année civile qui débute à la date de l'autorisation ou de l'agrément et qui se termine au 31 décembre.

Les informations visées aux rubriques II et IV de l'annexe se rapportent à la situation existante le 30 juin et le 31 décembre de l'année concernée.

**Art. 3.** Le rapport annuel destiné au Ministre de l'Intérieur doit être envoyé à la direction générale de la Police Générale du Royaume du Ministère de l'Intérieur au plus tard le 31 janvier suivant l'année civile à laquelle il se rapporte.

Les informations financières mentionnées à l'article 2, alinéa 1er, doivent être transmises au plus tard deux mois après la clôture de l'année comptable.

Bruxelles, le 30 mai 1991.

L. TOBACK

N. 91 — 1544

**30 MEI 1991. — Ministerieel besluit betreffende het jaarlijks activiteitenverslag van de bewakingsondernemingen en de beveiligingsondernemingen**

De Minister van Binnenlandse Zaken,

Gelet op de wet van 10 april 1990 op de bewakingsondernemingen, de beveiligingsondernemingen en de interne bewakingsdiensten, inzonderheid op artikel 14, eerste lid;

Gelet op het advies van de Raad van State,

Besluit :

**Artikel 1.** Het jaarlijks activiteitenverslag van de bewakingsondernemingen en van de beveiligingsondernemingen dient de in de bijlage bij dit besluit vermelde gegevens te bevatten.

Van de daarin voorkomende akten dient samen met het activiteitenverslag een kopie te worden toegezonden.

**Art. 2.** De in de rubrieken I, III en V van de bijlage bedoelde gegevens hebben betrekking op een volledig kalenderjaar, behalve de financiële gegevens aangaande jaarrekening, verlies en winstrekening en balans die betrekking hebben op een boekhoudkundig jaar. Voor de ondernemingen die voor het eerst een vergunning of erkenning hebben gekregen, hebben de gegevens betrekking op het gedeelte van het kalenderjaar dat aanvangt op de datum van de vergunning of de erkenning en dat eindigt op 31 december.

De in de rubrieken II en IV van de bijlage bedoelde gegevens hebben betrekking op de toestand zoals hij bestaat op 30 juni en op 31 december van het betrokken jaar.

**Art. 3.** Het jaarverslag dat bestemd is voor de Minister van Binnenlandse Zaken dient te worden toegezonden aan de Algemene Directie van de Algemene Rijkspolitie van het Ministerie van Binnenlandse Zaken uiterlijk 31 januari volgend op het kalenderjaar waarop het betrekking heeft.

De in artikel 2, eerste lid, vermelde financiële gegevens dienen te worden overgezonden uiterlijk 2 maanden na het afsluiten van het boekhoudkundig jaar.

Brussel, 30 mei 1991.

L. TOBACK

#### Annexe

##### I. Informations administratives et financières

Pour les personnes morales :

1° Une copie des actes relatifs aux objets suivants concernant l'entreprise et le cas échéant le groupe dont fait partie l'entreprise, qui légalement doivent être déposés au greffe du tribunal de commerce :

Statuts et modifications aux statuts.

Capital et modifications de capital.

Siège social et modification.

Fondateurs, membres du conseil d'administration et modifications en la matière.

Actionnaires.

Compte annuel.

Compte de pertes et profits.

Bilan.

Pour les personnes morales et physiques :

2° Adresses de tous les sièges d'exploitation en Belgique, Pour les entreprises qui déploient également des activités en dehors de la Belgique, les adresses des sièges d'exploitation établis dans le pays où sont exercées ces activités.

3° Eventuellement : adresse du siège administratif.

4° Affiliation à des associations ou des fédérations professionnelles, tant en Belgique qu'à l'étranger.

Adresse et brève description des fonctions de l'association ou de la fédération.

Date du début de l'affiliation.

5° Chiffres d'affaires.

a) Chiffre d'affaires total;

b) Chiffre d'affaires total découlant d'activités de gardiennage ou de sécurité régies par la loi du 10 avril 1990 sur les entreprises de gardiennage, sur les entreprises de sécurité et sur les services internes de gardiennage, à ventiler en :

- chiffre d'affaires découlant de la surveillance et de la protection de biens mobiliers ou immobiliers;
- chiffre d'affaires découlant de la protection de personnes;
- chiffre d'affaires découlant de la surveillance et de la protection de transports de biens;
- chiffres d'affaires découlant de la gestion de centraux d'alarme;
- chiffre d'affaires découlant de la conception, de l'installation et de l'entretien de systèmes et de centraux d'alarme.

Si une entreprise appartient à un groupe composé de différentes personnes morales, dont d'autres entreprises sont également actives dans le domaine du gardiennage ou de la sécurité, cette entreprise communique les mêmes informations, d'une part pour ce qui la concerne elle-même et, d'autre part pour ce qui concerne le groupe auquel elle appartient.

6° Organigramme de l'entreprise en précisant :

- le nom des (sub)divisions;
- la description (fonctionnelle et géographique) des (sub)divisions;
- le nom du responsable des (sub)divisions;
- le nombre d'agents occupés dans les (sub)divisions;
- la ou les personnes responsables pour les contacts avec le Ministère de l'Intérieur.

## II. Informations relatives au personnel

1° Nombre total d'agents

2° Nombre d'agents occupés comme membre de la direction, cadre, employé, ouvrier.

3° Nombre d'agents par activité suivante; si des personnes sont responsables pour plusieurs de ces activités ou exercent plusieurs activités, il faut uniquement tenir compte de l'activité principale.

ACTIVITE	Membres de la direction responsable pour	Cadres responsables pour	Employés	Ouvriers
Surveillance et protection de biens mobiliers ou immobiliers				
Protection de personnes				
Surveillance et protection de transport de biens				
Gestion de centraux d'alarme				
Autres : gestion de pièces de monnaies, caisse centrale e.a. (Indiquer les autres activités)				
Pour les entreprises de sécurité :				

ACTIVITE	Membres de la direction responsables pour	Cadres	Employés	Ouvriers
conception installation entretien	de systèmes d'alarme			

4° Ventilation du personnel selon le type de contrats :

- contrat à durée indéterminée
- contrats à durée déterminée
- contrats à mi-temps
- autres : stages, etc.;
- nombre de contrats ayant débuté durant l'année civile écoulée
- nombre de contrats terminés durant l'année civile écoulée

5° Nombre d'agents pour lesquels un certificat de sécurité a été demandé auprès d'une instance officielle. Nombre de certificats accordés.

### III. Informations relatives aux activités

1° Les informations doivent être communiquées en chiffres absolus et se rapportent au nombre de clients publics ou privés pour le compte desquels une activité a été exercée et, par activité, au nombre d'heures prestées.

Pour les entreprises de gardiennage :

ACTIVITE	CLIENTS		HEURES/HOMME
	Personnes physiques	autres	
Surveillance et protection de biens immobiliers et mobiliers			
Protection de personnes			
Surveillance et protection de transport de biens			
Gestion de centraux d'alarme			

Pour les entreprises de sécurité :

En ce qui concerne le placement d'installations d'alarme en Belgique :

Nombre de clients pour lesquels une installation d'alarme a été placée durant l'année civile écoulée — (Particuliers — Entreprises — Autorité), ventilation par nouvelle installation ou ancienne installation à remplacer.

2° Énumération des types de services qui ont éventuellement été proposés à la clientèle durant l'année civile écoulée selon une autre nomenclature que celle indiquée ci-avant.

3° Nombre de missions que l'entreprise n'a pas exécutées elle-même, mais qui ont été confiées en sous-traitance, en ajoutant la liste des sous-traitants.

4° Activités qui ne sont plus exercées depuis la date de l'autorisation ou de l'agrément ou depuis l'envoi du dernier rapport annuel.

### IV. Infrastructure (Uniquement pour les entreprises de gardiennage)

1° Nombre total de véhicules dont dispose l'entreprise :

	Nombre à	
	usage administratif ou logistique	usage opérationnel
Automobiles		
Véhicules utilitaires		
	blindés	non blindés
Automobiles		
Véhicules utilitaires		

2° Chiens de garde : nombre  
 race  
 établissement(s) où les chiens ont été dressés :  
 nom, adresse.

## 3° Armes

Nombre d'armes à feu par catégorie et type.

Nombre d'autres armes par catégorie et type.

Nombre de permis de port d'arme.

## 4° Entraînement et formation au maniement d'armes à feu ou d'autres armes ou sports de défense :

Nom de l'établissement ou du stand de tir, adresse, nom du moniteur responsable propre à l'établissement, nom de l'accompagnateur responsable de l'entreprise, nombre d'agents de l'entreprise y ayant suivi une formation ou un entraînement pendant l'année civile écoulée, durée moyenne de la formation ou de l'entraînement en jours durant l'année civile écoulée.

Si la discipline spécifique de la formation ou de l'entraînement porte un nom, indiquer le nom (ex : judo).

Si la formation ou l'entraînement en la matière a lieu en tout ou en partie au sein de la propre entreprise, la liste des moniteurs, en service ou recrutés sur une base contractuelle, en indiquant les informations d'où il ressort qu'ils possèdent la formation et l'expérience professionnelle requises en la matière.

## 5° Moyens de radiocommunication

Quelle sorte et quel type.

Nombre en usage de chaque type.

## 6° Tenue de travail

Nombre d'agents occupés en tenue de travail, ainsi que visé à l'article 8, § 1 de la loi du 10 avril 1990.

7° Insigne d'identification (badges : article 8, § 3, dernière phrase de la loi du 10 avril 1990) : transmettre un spécimen en cas de modification éventuelle depuis l'autorisation ou le dernier rapport annuel.

## V. Incidents.

Pour les entreprises de gardiennage :

Nombre d'incidents selon la distinction suivante :

- a) — agressions ou tentatives d'agression contre des personnes
- effraction ou tentatives d'effraction dans des zones ou des immeubles gardés
- attaques ou tentatives d'attaques contre des transports protégés de valeurs.
- b) Autres voies de faits entre des agents de l'entreprise et des tiers, ayant donné lieu à une intervention de la police ou à une plainte auprès de l'entreprise ou des autorités administratives ou des autorités judiciaires.
- c) Faits constatés par des agents dans l'accomplissement de leur mission et qui ont donné lieu à des déclarations auprès des autorités policières ou judiciaires.

2° Pour les entreprises de sécurité :

- a) Nombre de clients auprès desquels l'entreprise s'est engagée à intervenir en cas d'alerte.
- b) Nombre total d'alertes pour lesquelles la clientèle a fait appel après coup à l'intervention de l'entreprise.
- c) Nombre total de fausses alertes, subdivisées comme suit :
  - nombre total de fausses alertes pour lesquelles l'entreprise estime que la cause est due à l'installation
  - nombre total de fausses alertes pour lesquelles l'entreprise estime que la cause est due à l'installateur
  - nombre total de fausses alertes pour lesquelles l'entreprise estime que la cause est due au client.
- d) Nombre total d'alertes réelles.
- e) Nombre total d'effractions signalées par des clients à l'entreprise qui n'ont pas donné lieu à une alerte.
- f) Nombre total d'effractions signalées par des clients à l'entreprise qui n'ont pas donné lieu à une alerte et pour lesquelles l'entreprise estime que la cause est due à l'installation.
- g) Nombre total d'effractions signalées par des clients à l'entreprise qui n'ont pas donné lieu à une alerte et pour lesquelles l'entreprise estime que la cause est due à l'installateur.
- h) Nombre total d'effractions signalées par des clients à l'entreprise qui n'ont pas donné lieu à une alerte et pour lesquelles l'entreprise estime que la cause est due au client.

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 30 mai 1991.

L. TOBBACK

Bijlage

I. Administratieve en financiële gegevens.

Voor rechtspersonen :

1° Een kopie van de akten met betrekking tot de volgende onderwerpen betreffende de onderneming en in voorkomend geval de groep waarvan de onderneming deel uitmaakt, die wettelijk moeten neergelegd worden bij de griffie van de rechtbank van koophandel :

Statuten en wijzigingen eraan.

Kapitaal en kapitaalwijzigingen.

Maatschappelijke zetel en wijziging.

Stichters, leden van de raad van beheer en wijzigingen terzake.

Aandeelhouders.

Jaarrekening.

Verlies- en winstrekening.

Balans.

Voor rechtspersonen en natuurlijke personen :

2° Adressen van alle exploitatiezetels in België. Voor ondernemingen, die ook buiten België activiteiten ontplooiën, de adressen van de exploitatiezetels die gevestigd zijn in het land waar die activiteiten worden uitgeoefend.

3° Eventueel : adres van de administratieve zetel.

4° Lidmaatschap van beroepsverenigingen of — federaties, zowel in België als in het buitenland.

Adres en korte functieomschrijving van de vereniging of federatie.

Begindatum van het lidmaatschap.

5° Omzet.

a) Totale omzet;

b) Totale omzet voortvloeiend uit bewakings- of beveiligingsactiviteiten zoals geregeld door de wet van 10 april 1990 op de bewakingsondernemingen, de beveiligingsondernemingen en de interne bewakingsdiensten, uit te splitsen in :

- Omzet voortvloeiend uit toezicht op en bescherming van roerende of onroerende goederen;
- Omzet voortvloeiend uit bescherming van personen;
- Omzet voortvloeiend uit toezicht op en bescherming bij het vervoer van goederen;
- Omzet voortvloeiend uit beheer van alarmcentrales;
- Omzet voortvloeiend uit de conceptie, installatie en onderhoud van alarmsystemen en alarmcentrales;

Indien een onderneming behoort tot een groep, bestaande uit verschillende rechtspersonen, waarvan ook andere ondernemingen actief zijn op het gebied van bewaking of beveiliging, verstrekt die onderneming dezelfde gegevens, enerzijds wat haarzelf betreft, en anderzijds wat de groep betreft waartoe zij behoort.

6° Organigram van de onderneming met vermelding van :

- de naam van de (onder)afdelingen;
- de taakomschrijving (functioneel en geografisch) van de (onder)afdelingen;
- de naam van de verantwoordelijke van de (onder)afdelingen;
- het aantal personeelsleden tewerkgesteld in de (onder)afdelingen;
- persoon of personen verantwoordelijk voor het contact met het Ministerie van Binnenlandse Zaken.

## II. Personeelsgegevens.

1° Totaal aantal personeelsleden.

2° Aantal personeelsleden werkzaam als directielid, kaderlid, bediende, arbeider.

3° Aantal personeelsleden per hiernavolgende activiteit; indien personen verantwoordelijk zijn voor meerdere van die activiteiten of meerdere activiteiten uitoefenen, dient enkel rekening gehouden te worden met de belangrijkste activiteit.

Voor de bewakingsondernemingen :

ACTIVITEIT	Directieleden verantwoordelijk voor	Kaderleden verantwoordelijk voor	Bedienden	Arbeiders
Toezicht op en bescherming van roerende of onroerende goederen				
Bescherming van personen				
Toezicht op en bescherming bij het vervoer van goederen				
Beheer van alarmcentrales				
Andere : muntstukkenbeheer e.a. (Vermelding van de andere activiteit is nodig)				

Voor de beveiligingsondernemingen :

ACTIVITEIT	Directieleden Verantwoordelijk voor	Kaders	Bedienden	Arbeiders
conceptie installatie onderhoud	} van alarmsystemen			

4° Opsplitsing personeel volgens het soort contracten :

- contracten voor onbepaalde duur
- contracten voor bepaalde duur
- halftijdse contracten
- andere : stages, enz...
- aantal begincontracten gedurende afgelopen kalenderjaar
- aantal afgelopen contracten gedurende afgelopen kalenderjaar.

5° Aantal personeelsleden waarvoor bij een officiële instantie een veiligheidsclearance is aangevraagd. Aantal toegestane clearances.

### III. Activiteitengegevens

1° De gegevens dienen in absolute cijfers meegedeeld te worden en hebben betrekking op het aantal openbare of particuliere cliënten in opdracht van wie een activiteit is uitgeoefend en op het aantal gepresteerde uren per activiteit.

Voor bewakingsondernemingen :

ACTIVITEIT	Cliënten		Manuren
	Natuurlijke personen	Andere	
Toezicht op en bescherming van roerende en onroerende goederen			
Bescherming van personen			
Toezicht op en bescherming bij het vervoer van goederen			
Beheer van alarmcentrales			

Voor beveiligingsondernemingen :

Wat de plaatsing betreft van alarminstallaties in België : Aantal cliënten voor wie in het afgelopen kalenderjaar een alarminstallatie is geplaatst — (Particulieren — Ondernemingen — Overheid)/ uitsplitsing in nieuwe installaties of oude te vervangen installaties.

2° Opsomming van de soorten diensten die eventueel het afgelopen kalenderjaar aan het cliënteel werden aangeboden volgens een andere nomenclatuur dan hiervoren aangegeven.

3° Aantal opdrachten die de onderneming niet zelf heeft uitgevoerd, maar in onderaanneming heeft uitbesteed aan derden, met bijvoeging van de lijst van onderaannemers.

4° Activiteiten die niet meer uitgeoefend worden sedert de datum van de vergunning of de erkenning of sedert het toezenden van het laatste jaarverslag.

### IV. Infrastructuur (Enkel voor bewakingsondernemingen)

1° Totaal aantal wagens waarover de onderneming beschikt :

Aantal voor

	administratief/logistiek gebruik	Operationeel gebruik
Personenwagens		
Bestelwagens		
	Gepantserd	Niet-gepantserd
Personenwagens		
Bestelwagens		

2° Bewakingshonden : aantal

ras  
instelling(en) waar honden werden opgeleid :  
naam, adres.

3° Wapens

Aantal vuurwapens per categorie en type.

Aantal andere wapens per categorie en type.

Aantal wapendrachtvergunningen.

4° Training en opleiding in het hanteren van vuurwapens of andere wapens of verdedigingssporten :

Naam instelling/schietstand, adres, naam verantwoordelijke monitor eigen aan de instelling, naam verantwoordelijke begeleider van de onderneming, aantal personeelsleden van de onderneming die er een opleiding/training volgden in het afgelopen kalenderjaar, gemiddelde duur van de opleiding/training in dagen in het afgelopen kalenderjaar.

Indien de specifieke discipline van de opleiding/training, een naam heeft, vermelding van de naam (bv. : judo).

Indien de training/opleiding terzake geheel of gedeeltelijk geschiedt in de schoot van de eigen onderneming, de lijst van de monitoren, in dienst zijnde of op kontraktuele basis aangeworven, met vermelding van de gegevens waaruit blijkt dat ze over de nodige opleiding en beroepservaring terzake beschikken.

5° Radiocommunicatiemateriaal

Welke soort en type.

Aantal in gebruik van elk type.

6° Werkkleding

Aantal personeelsleden tewerkgesteld in werkkleding, zoals bedoeld in artikel 8, § 1 van de wet van 10 april 1990.

7° Herkenningsteken (badges : artikel 8, § 3, laatste zin wet 10 april 1990) : specimen overmaken bij eventuele wijziging ervan sedert vergunning of sedert laatste jaarverslag.

## V. Incidenten

### 1° Voor de bewakingsondernemingen

Aantal incidenten volgens het volgende onderscheid :

- a) — aanslagen of pogingen tot aanslagen op personen;
  - binnendringing of pogingen tot binnendringing tot bewaakte gebouwen of zones.
  - overvallen of pogingen tot overvallen op beschermde waardentransporten.
- b) andere feitelijkheden tussen personeelsleden van de onderneming en derden, die geleid hebben tot politie-tussenkomst of klacht bij de onderneming/administratieve overheid/gerechtelijke overheid.
- c) feiten door personeelsleden vastgesteld in uitvoering van hun opdracht en die aanleiding gaven tot aangifte bij politieke of gerechtelijke autoriteiten.

### 2° Voor de beveiligingsondernemingen :

- a) Aantal cliënten waarbij de onderneming zich verbonden heeft tussen te komen in geval van alarm.
- b) totaal aantal alarmen waarbij het cliënteel beroep deed op de tussenkomst achteraf van de onderneming.
- c) totaal aantal valse alarmen, onderverdeeld als volgt :
  - totaal aantal valse alarmen waarvan de onderneming van oordeel is dat de oorzaak te wijten is aan de installatie.
  - totaal aantal valse alarmen, waarvan de onderneming van oordeel is dat de oorzaak te wijten is aan de installateur.
  - totaal aantal valse alarmen, waarvan de onderneming van oordeel is dat de oorzaak te wijten is aan de cliënt.
- d) totaal aantal reële alarmen.
- e) totaal aantal door cliënten aan de onderneming gesignaleerde binnendringingen die geen aanleiding gaven tot alarm.
- f) totaal aantal door cliënten aan de onderneming gesignaleerde binnendringingen die geen aanleiding gaven tot alarm, waarvan de onderneming van oordeel is dat de oorzaak te wijten is aan de installatie.
- g) totaal aantal door cliënten aan de onderneming gesignaleerde binnendringingen die geen aanleiding gaven tot alarm, waarvan de onderneming van oordeel is dat de oorzaak te wijten is aan de installateur.
- h) totaal aantal door cliënten aan de onderneming gesignaleerde binnendringingen die geen aanleiding gaven tot alarm, waarvan de onderneming van oordeel is dat de oorzaak te wijten is aan de cliënt.

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 30 mei 1991.

L. TOBBACK